

Le rapport moral proposé par le Bureau Exécutif et validé lors de l'AG :

C'est curieux le sentiment d'avoir à rappeler qu'on existe.

D'avoir à tousser au milieu de la discussion ou de se sentir obligé de mettre un pied dans la porte pour éviter qu'elle ne se ferme sur notre nez.

Dans la loi française depuis 2016, il est inscrit que les personnes doivent être respectées dans leurs droits culturels. Pourtant, dans le rapport commandé par l'Etat sur l'opportunité de créer un centre national de la musique, les initiatives citoyennes à but non lucratif sont invisibles.

Et l'on n'a toujours pas entendu l'Etat s'émouvoir de cette omission.

Faut-il comprendre que le futur de la politique culturelle sera la caricature de celle du présent ?

Alors qu'il est si courageux d'exister en dehors des labels du ministère de la culture, de se rassembler en collectif ou en association, de construire un projet sans chercher à coller, ni au moule suggéré par l'Institution, ni à celui du marché (dont il convient de rappeler qu'il consiste à générer du profit sans le répartir équitablement), il semble que l'on préfère continuer à ne pas voir. Les textes et les discours célèbrent la diversité mais en même temps (comme dirait l'autre), on ne trace que deux routes : celle pour les opérateurs de service public (il faudra obéir aux tutelles et il n'y aura pas de place pour tout le monde car il faut faire des économies), ou celle pour les compétiteurs dans le marché (il faudra obéir aux consommateurs ou bien les manipuler et il n'y aura pas de place pour tout le monde car la compétition est sans merci).

Notre ministre elle-même s'y perd. Elle nous incite à accueillir les migrants avec la dignité qui leur est due et nous voulons croire que ces étrangers pourraient ne plus l'être, qu'avec eux nous construirions une culture commune plus riche car plus diverse, mais en même temps (comme dirait l'autre) le gouvernement auquel elle participe continue de les refouler aux frontières et d'arroser les tentes de fortune au milieu de l'hiver.

Dans ce piteux contexte, on comprendra que personne ne nous ait jamais demandé de nous fédérer.

Bon, on peut bien parler artistique ensemble, s'échanger des bonnes pratiques, se rendre service, bouger une virgule ici ou là, mais si on pouvait ne pas se mêler trop de politique ça permettrait de ne pas perturber l'ordre des choses. On continuerait à démocratiser en même temps (...) que les bombes explosent et que l'on économise sur les cotisations sociales.

Et ça ferait moins de réunions.

Pourtant nous nous sommes fédérés. Nous n'arrêtons pas de le faire même, avec la FEDELIMA, le SMA, l'Ufisc, les réseaux territoriaux, le Live DMA...

Se structurer collectivement, c'est avant tout exister. C'est se muscler pour pouvoir mettre le pied dans la porte sans se briser les os, pour entrer dans la discussion, faire entrer aussi les autres, pour exercer notre liberté et vivre la démocratie plutôt que de la regarder faire toute seule.

Les musiques actuelles oui ! le rock n'roll et la bière, le jazz et le vin, pourquoi pas ?

Mais à condition de se donner les moyens de relier nos goûts et notre désir de partager ces cultures avec l'urgente nécessité d'un monde plus juste et moins égoïste.

Alors malgré le contexte peu engageant, continuons de contribuer, de proposer, et de faire de la FEDELIMA et de nos autres outils des espaces de construction des alternatives.

Reims, le 27 février 2018

Pour le Bureau Exécutif,

Guillaume LECHEVIN, Président